



MONITORING QUOTIDIEN

N°028 du 17 février 2022

Ce bulletin de veille est un recueil d'articles de presse sur la base des sources ouvertes, reproduits in extenso avec leurs références.

Sommaire

-	REPUBLIQUE D'ANGOLA	2
	· L'UNITA veut contester l'embauche d'INDRA.....	2
	· Le MPLA acceptera s'il perd les élections et garantit l'intérêt de l'arrivée d'observateurs internationaux.....	2
	· La Russie s'engage à soutenir les élections en Angola.....	3
-	REPUBLIQUE DU BURUNDI	4
-	REPUBLIQUE DU CAMEROUN	4
	· Sommet UE-UA : Ferdinand Ngoh Ngoh représente Paul Biya à Bruxelles.....	4
	· Crise anglophone : la région du Nord-Ouest améliore à 80 % l'exécution des projets du BIP4.....	4
-	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5
	· Bangui rejette tout contact avec le chef rebelle tchadien Timan Erdimi.....	5
	· Nouveau déplacement massif des populations vers Birao.....	5
	· Huit paramilitaires russes meurent en Centrafrique.....	6
-	REPUBLIQUE DU CONGO	6
	· Réforme de l'Etat - Ouverture des travaux d'actualisation de l'avant-projet du plan stratégique.....	6
	· Brazzaville : Les commerçants se plaignent des nombreuses taxes qui leur sont imposées par la Mairie.....	7
-	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	8
	· Félix Tshisekedi a réuni les officiers de l'armée et de la police ce jeudi.....	8
	· Des négociateurs de la présidence "retenus" par un groupe armé en Ituri.....	8
	· Uvira : des hommes en tenue de l'armée burundaise continuent de traverser dans la plaine de Ruzizi.....	9
	· La RDC élabore la stratégie de renforcement des capacités de la société pour mieux protéger ses forêts.....	9
-	REPUBLIQUE GABONAISE	10
	· Gabon-Congo : Arnaque aux frontières.....	10
	· Plus de 1000 cas de violences physiques faites aux femmes enregistrées en 8 mois.....	11
-	REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE	12
-	REPUBLIQUE DU RWANDA	12
-	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE SAO TOME ET PRINCIPE	12
	· L'Assemblée nationale approuve la nouvelle loi organique de l'île du Prince-Édouard.....	12
-	REPUBLIQUE DU TCHAD	13
	· Le Tchad sollicite l'expérience de la RDC pour organiser son dialogue.....	13
	· Les États-Unis inquiets de l'usage disproportionné de la force.....	13

- REPUBLIQUE D'ANGOLA

· **L'UNITA veut contester l'embauche d'INDRA**

L'UNITA a annoncé, mercredi (16), qu'elle avait l'intention de contester l'appel d'offres public, qui a embauché INDRA, pour la fourniture de services de logistique électorale pour les élections générales d'août prochain.

Le président du Groupe parlementaire de l'UNITA, lors d'une conférence de presse, a déclaré qu'il était de notoriété publique « que la conduite d'indra a porté atteinte à la transparence électorale dans le pays et que les principes et règles des marchés publics établis par la loi ont été violés par la Commission électorale nationale (CNE) ».

Liberty Chiyaka a estimé que l'Assemblée nationale pouvait jouer un rôle d'intervenant dans le suivi et le suivi du processus, dans le cadre matériel de l'exercice de son autorité de surveillance pour la bonne mise en œuvre électorale.

Au cours de la conférence de presse, le député a également rapporté que le groupe parlementaire de l'UNITA avait demandé à l'Assemblée nationale de discuter de la grève des enseignants de l'enseignement supérieur en plénière le 24 prochain mois. Il a également proposé la discussion sur l'inégalité de traitement des partis politiques par les entités publiques, l'audition parlementaire au CNE, ainsi que la création d'une éventuelle commission composée de membres de tous les groupes parlementaires pour suivre étape par étape la préparation, l'autorisation, la transmission et la diffusion des résultats des élections.

Réaction de Cnea aux déclarations de

Liberty Chiyaka, le porte-parole du CNE Lucas Quilundo a répondu dans une déclaration à Radio Nacional de Angola hier: « Les autres questions qui ont été mentionnées, au niveau de la presse, ne sont pas liées à cne. Ils sont uniques et simplement l'entreprise elle-même, ciblée. Formellement, la Commission électorale nationale n'a connaissance d'aucun obstacle juridique qui pourrait remettre en cause le droit de cette société de soumissionner.

<https://www.jornaldeangola.ao/ao/noticias/unita-quer-impugnar-contratacao-da-indra/>

· **Le MPLA acceptera s'il perd les élections et garantit l'intérêt de l'arrivée d'observateurs internationaux**

Le secrétaire du Bureau politique d'information et de propagande du MPLA, Rui Falcão, a déclaré ce mardi 15 février que son parti accepterait la décision des électeurs s'il perdait les élections d'août prochain.

Selon Rui Falcão, dans une interview à Rádio LAC, le MPLA est un parti démocratique qui n'a pas peur de rester dans l'opposition, bien qu'il en ait exclu la possibilité, seulement pour les 50 prochaines années.

"Si un jour, et j'espère que dans les 50 prochaines années, cela n'arrive pas, nous respecterons toujours quelle que soit la décision populaire. C'est le peuple qui détermine en démocratie. Tout le monde sait que le MPLA est un parti populaire et nous travaillons avec le peuple », a-t-il dit, admettant qu'il y a une prise de conscience que le long de ce chemin, le parti a commis de nombreuses erreurs.

Toujours dans des déclarations, il a admis qu'il est impossible qu'un parti de plus de 4 millions de membres ne soit composé que de personnes saintes, car toute représentation sociale a des aspects positifs et négatifs.

En ce qui concerne ce fait, dont le résultat tombe dans des aspects négatifs, il a estimé qu'il a dépendu du comportement individuel des personnes, y compris celles qui, à un moment donné ou maintenant, peuvent occuper des postes de responsabilité partisane.

Rui Falcão a également déclaré que, contrairement à ce qui se débat dans l'opinion publique, à propos de l'arrivée d'observateurs internationaux, pour les élections générales de 2022, le MPLA est très intéressé.

"Nous sommes très intéressés, notamment parce que nous voulons montrer une fois de plus le niveau d'organisation et de qualité avec lequel nous menons les élections car cela ne fait que nous favoriser. Si c'est en 2017, voyez ce que la communauté internationale qui a observé les élections a dit : C'est drôle que le parti qui les a invités ait contredit ce qu'ils ont dit", a commenté Rui Falcão.

Pour le secrétaire du MPLA BP, dans tout processus électoral, il y a toujours des erreurs, qui ne peuvent pas manquer lors des prochaines élections dans le pays, garantissant que le MPLA accepte toujours la décision de chacun.

En ce sens, il a estimé qu'il est tout à fait normal qu'il y ait des erreurs dans de tels processus, se référant aux récentes élections au Portugal, avec des ressources toujours dans les bureaux de vote.

Il a toutefois lancé un appel qu'il ne valait pas la peine de transformer de telles situations en quelque chose qui donne l'impression que quelqu'un est allé là-bas pour faire pression sur eux, alors qu'il s'agit en fait d'erreurs dans le processus, sans que les gens s'attendent à ce que cela se produise d'innombrables fois. .

Enfin, il a souligné les problèmes liés aux élections passées qui, en raison des mêmes erreurs, ont nui au MPLA d'une manière dont personne ne parle absolument parce que personne n'est hypothétiquement intéressé.

<https://www.angola24horas.com/component/k2/item/23520-mpla-vai-aceitar-se-perder-as-eleicoes-e-garante-interesse-na-vinda-de-observadores-internacionais>

• **La Russie s'engage à soutenir les élections en Angola**

Les autorités de la Fédération de Russie ont réaffirmé, ce mercredi, à Luanda, le soutien de leur pays aux actions de réalisation du processus électoral angolais, prévues cette année.

Ce fait a été mentionné par l'ambassadeur de Russie en Angola, Vladimir Tarorov, dans des déclarations à la presse, à la fin d'une audience avec le secrétaire du Bureau politique pour les relations internationales du MPLA, Manuel Augusto.

Vladimir Tarorov a expliqué que cela venait de la volonté de la Russie de contribuer à rendre démocratique, libre et transparent ce processus qu'il a qualifié de très important pour le pays.

Il a souligné le fait qu'une équipe technique angolaise s'était récemment rendue dans ce pays, dans le cadre du processus d'enregistrement des Angolais à l'étranger.

D'autre part, il a souligné le fait que la rencontre avec Manuel Augusto a servi à réaffirmer la volonté de trouver des moyens plus pratiques pour accroître la coopération avec les autorités angolaises dans les domaines les plus variés, notamment au niveau parlementaire.

Le diplomate a indiqué que la réunion avait également servi à expliquer aux autorités angolaises la situation actuelle en Europe, en particulier les différences entre la Russie et l'Ukraine.

"Nous avons donné notre position sur ce conflit politique afin que les autorités angolaises puissent mieux comprendre ce qui s'y passe", a-t-il déclaré.

Ce mercredi également, l'ambassadeur de Belgique en Angola, Jozef Smets, était également au siège du MPLA, qui a souligné ce moment comme un grand privilège, car il a permis d'aborder divers sujets.

Parmi ceux-ci, il a souligné l'approche des grands défis du processus électoral angolais, ainsi que la situation économique actuelle.

Pour Jozef Smets, le moment a aussi servi à étudier des mécanismes pour accroître le partenariat entre les autorités des deux pays.

<https://www.angop.ao/noticias/politica/autoridades-russas-garantem-apoio-as-accoes-para-eleicoes-em-angola/>

- REPUBLIQUE DU BURUNDI

- REPUBLIQUE DU CAMEROUN

· **Sommet UE-UA : Ferdinand Ngoh Ngoh représente Paul Biya à Bruxelles**

Le ministre d'Etat, secrétaire général de la Présidence de la République Ferdinand Ngoh Ngoh représentera le président Paul Biya au sommet Union européenne-Union africaine à Bruxelles en Belgique.

Le sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine se tient les 17 et 18 février à Bruxelles entre dirigeants africains et européens. Pour l'occasion, le président Paul Biya s'est fait représenter par le ministre d'Etat, secrétaire général de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh.

Selon la CRTV, le chef de la diplomatie camerounaise, Lejeune Mbella Mbella et les ambassadeurs du Cameroun auprès de l'Union européenne et de l'Union africaine feront partie de la délégation qui accompagne le SGPR. Plusieurs dirigeants africains ont déjà foulé le sol bruxellois. Ce sommet vise à relancer un nouveau partenariat entre l'Afrique et l'Europe.

<https://actucameroun.com/2022/02/16/sommet-ue-ua-ferdinand-ngoh-ngoh-represente-paul-biya-a-bruxelles/>

· **Crise anglophone : la région du Nord-Ouest améliore à 80 % l'exécution des projets du BIP**

Réunis à Bamenda le 16 février dernier, les membres du comité d'évaluation physico-financière du Budget d'investissement public (BIP) ont fait ce constat encourageant : sur 514 projets prévus en 2021, 360 ont été totalement exécutés et 100 autres en cours d'exécution. Ce qui porte à 80 % le taux d'exécution des projets du BIP dans cette région pour l'année écoulée. Une performance, au regard de l'instabilité provoquée par le conflit séparatiste en cours dans la région. Un conflit déclenché en 2017 et qui a eu pour effet de freiner l'exécution des projets dans cette région depuis lors.

D'après les chiffres du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), dans le Nord-Ouest, l'exécution du BIP était de 86,46 en 2016, contre 83 % en 2017 et enfin, 51,2 % en 2018. En 2020, ce taux tournait autour de 60 %.

Pour des membres du comité d'évaluation du BIP, cités par la CRTV, le média gouvernemental, cette embellie est en grande partie due à l'utilisation de la main-d'œuvre locale dans la réalisation des projets.

Au sujet de cette crise sécuritaire qui touche également la région du Sud-Ouest, en novembre dernier, lors de son passage à l'Assemblée nationale, le ministre délégué auprès du Minepat avait indiqué qu'un nombre important de projets n'ont pas pu être exécutés au cours de la période

2017-2019 pour un montant total de 16,4 milliards de FCFA, malgré l'augmentation des dotations budgétaires au cours de ladite période.

Aussi, les taux d'exécution du BIP, base ordonnancement, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont restés relativement faibles (avec une moyenne estimée à 64,4 % et 68,2 respectivement) entre 2017 et 2019 avant de connaître une hausse significative en 2020 (83,7 % et 89,9 % respectivement).

<http://www.camerounlink.com/actu/crise-anglophone-la-region-du-nord-ouest-ameliore-a-80-l-execution-des-projets-du-bip/134691/0>

- REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

· **Bangui rejette tout contact avec le chef rebelle tchadien Timan Erdimi**

Au Tchad, c'est l'inquiétude après la circulation sur les réseaux sociaux d'une conversation téléphonique enregistrée entre le leader d'un groupe armée tchadien et un ancien ministre centrafricain au sujet du groupe Wagner. Hier après-midi, les parlementaires tchadiens ont pris à partie le ministre tchadien des Affaires étrangères, demandant à ce que l'ambassadeur de Centrafrique vienne s'expliquer sur les liens entre Bangui et Timan Erdimi.

Dans le document sonore, authentifié par plusieurs sources, Timan Erdimi, leader de l'UFR s'entretient avec un ancien ministre conseiller spécial du président centrafricain, Aboukassim Algoni Tidjani. On entend le chef rebelle tchadien faire part de sa volonté de convaincre le groupe paramilitaire russe Wagner, très actif en Centrafrique aux côtés du gouvernement de ce pays, de l'aider « à chasser du Tchad le président du Comité militaire de transition », Mahamat Idriss Déby.

Contacté, le porte-parole de la présidence centrafricaine, Albert Yaloké Mokpeme, rejette toute implication de Bangui. Abdoukassim Algoni Tidjani est un ancien rebelle, indique-t-il, qui avait été intégré au gouvernement dans le cadre des accords de paix de Khartoum. Devenu conseiller spécial du président, il a été relevé de ses fonctions par décret il y a un an, le 19 février 2021.

« Nous ne sommes ni de près, ni de loin associés » à cette conversation, précise le porte-parole de la présidence qui ajoute : « Ndjamena n'a pas à s'inquiéter de l'implication de la Centrafrique dans ces manigances. »

Autre officiel centrafricain cité dans cette conversation entre Timan Erdimi et Aboukassim Algoni Tidjani, le ministre centrafricain de l'Élevage Hassan Bouba. Il est présenté par les deux interlocuteurs comme un contact utile pour approcher Wagner. Joint par RFI, ce ministre s'étonne. « Je suis régulièrement en contact avec les Russes dans le cadre de mon travail pour convaincre les membres de la coalition rebelle, la CPC, de désarmer. C'est peut-être pour cela que j'ai été cité », répond-t-il. « Je travaille pour la paix en Centrafrique et non à la déstabilisation du Tchad. »

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220217-bangui-rejette-tout-contact-avec-le-chef-rebelle-tchadien-timan-erdimi>

· **Nouveau déplacement massif des populations vers Birao**

La ville de Birao, capitale de la Vakaga dans le Nord-est de la République centrafricaine, accueille depuis quelques jours plusieurs centaines de personnes fuyant la ville voisine de Sam-Ouandja. Ces déplacés, dont une partie est hébergée par des familles d'accueil, ont pour leur l'heure besoin d'aide humanitaire d'urgence.

Selon les témoignages, la plupart des déplacés viennent de Sam Ouandja, localité située au centre dans la Haute-Kotto à plus de 250 kilomètres de Birao. Tout serait parti des rumeurs d'un présumé envahissement de leur localité par des soldats russes. A vélo ou à moto, ces déplacés arrivent

presque tous les jours. Seulement pour le week-end dernier, plus de 200 personnes démunies, constituées à majorité de femmes et d'enfants sont arrivées à Birao.

" J'ai pris tous mes neuf enfants avec moi"

"Je viens de Sam-Ouandja. Nous avons fui parce que nous avons appris que les soldats russes venaient dans notre direction. On a eu peur, c'est pourquoi nous avons quitté. J'ai 9 enfants. Je les ai tous pris avec moi. Malheureusement, nous avons quitté sans rien prendre ; même pas une couverture" a fait savoir Aché Bello, une déplacée.

A entendre ces déplacés, leur localité n'a pas été envahie. Cependant craignant d'éventuelles exactions, ils ont choisi de partir.

"Pour l'instant, ils sont à Ouadda. Et comme Ouadda n'est pas vraiment distant de Sam Ouandja, nous avons décidé de nous mettre à l'abri. Car pour nous, il est hors de question de subir ce qui est arrivé à nos frères. Autant se mettre à l'abri que d'attendre de voir" a soutenu Maïmouna Mahamat, une mère de famille.

Une situation préoccupante pour les autorités

Face à cette préoccupation, les autorités locales lancent un appel à l'endroit des organisations humanitaires afin de voler au secours de ces déplacés.

"Parmi ces personnes déplacées, il y a celles qui ont des parents ici. D'autres par contre n'ont personne pour les accueillir ni pour les héberger. Ainsi, j'ai demandé aux organisations humanitaires de leur chercher des abris car on compte parmi elles, plusieurs enfants ainsi que des femmes" a lancé Leonard Mbelé, préfet de la Vakaga.

Cependant pour calmer la peur et atténuer la situation, les autorités locales ont, à travers la radio locale, fait passer des communiqués pour appeler la population à garder son calme.

<https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/38188-centrafrique-nouveau-deplacement-massif-des-populations-vers-birao.html>

· **Huit paramilitaires russes meurent en Centrafrique**

Huit paramilitaires russes sont décédés mercredi dans un accident de circulation dans le nord de la Centrafrique, ont annoncé des autorités locales.

Selon le préfet de la Nana-Mambéré, Marcel Bagaza, le véhicule de transport des troupes russes est sorti de la route et a fait une chute d'environ 100m dans un ravin au lieu dit Dan-Ngaï. «Le malheureux incident s'est produit sur l'axe routier non-bitumé entre Dongbaïkè et Abba dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Le conducteur russe tentait d'esquiver une motocyclette avant de perdre le contrôle de son engin», a-t-il indiqué.

L'autorité préfectorale confirme par ailleurs la mort de huit paramilitaires russes. Il s'agit du plus lourd bilan de mort d'instructeurs russes en RCA. Ces derniers ont été déployés dans le cadre de la coopération entre Bangui et Moscou afin d'appuyer les forces armées centrafricaines qui luttent contre les groupes armés.

<https://actu cameroun.com/2022/02/17/huit-paramilitaires-russes-meurent-en-centrafrique/>

- **REPUBLIQUE DU CONGO**

· **Réforme de l'Etat - Ouverture des travaux d'actualisation de l'avant-projet du plan stratégique**

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ouvert le 16 février à Brazzaville l'atelier de lancement des travaux d'actualisation de l'avant-projet du plan stratégique de la réforme de l'Etat.

Organisée en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et la Banque mondiale, la rencontre qui se tient du 16 au 17 février a pour objectif de recueillir les analyses et les propositions des participants en vue d'actualiser l'avant-projet du plan stratégique de la réforme de l'Etat.

Il s'agit également de revisiter ce projet afin de l'accorder à la vision de l'Etat et aux orientations du président de la République ainsi qu'au programme d'action du gouvernement qui découle lui-même du Plan national de développement 2022-2026 et des engagements internationaux pris par le Congo.

S'adressant aux participants, le chef du gouvernement a rappelé que la réforme de l'Etat consiste en une refonte complète de la conception de l'action publique, de son organisation, de ses outils, de ses processus, de ses décisions avec un fil conducteur clair. " La réforme de l'Etat rime avec la modernisation de l'Etat ", a-t-il souligné.

Pour sa part, le ministre en charge de la Réforme de l'Etat, Luc Joseph Okio, a, quant à lui, indiqué que l'atelier qui se tient au moment où le gouvernement s'est engagé dans de grandes réformes devrait poser les fondements de la formulation de la stratégie de la réforme de l'Etat et, par conséquent, fournir la matière suffisante pour l'actualisation du plan stratégique de cette réforme.

Les partenaires du Congo, notamment le Pnud et la Banque mondiale, ont promis de l'accompagner dans ce projet. " En effet, c'est depuis pratiquement 2011, avec l'appui du Pnud, qu'un avant-projet de plan de réforme de l'Etat avait été élaboré, suivi de la validation en 2017 du plan stratégique de la réforme de l'Etat qui, après quatre années, va de nouveau être actualisé à la faveur de ces travaux ", a déclaré le représentant du Pnud.

<https://fr.allafrica.com/stories/202202160683.html>

· **Brazzaville : Les commerçants se plaignent des nombreuses taxes qui leur sont imposées par la Mairie**

En dehors des tickets journaliers, se greffent ceux du gardiennage, d'assainissement. Les commerçants des marchés domaniaux de Total, Plateau des 15 ans et Ouenzé situés respectivement dans le 2^e, 4^e et 5^e arrondissements de Brazzaville, doivent payer 1200 francs CFA chaque fin du mois pour l'occupation de la place et 3600 Francs CFA chaque année pour le renouvellement de la place.

Les commerçants déplorent des dérapages donnant l'impression que ce recouvrement des taxes devient une opération de racket, suivie de violences verbales.

Plusieurs vendeurs ont émis le vœu de voir la réduction des taxes sur les marchés domaniaux. D'autant plus qu'elles pèsent sur leurs ventes quotidiennes, avec pour incidence sur leurs activités commerciales.

La réaction du gouvernement est d'ailleurs attendue au risque, une fois de plus, d'une pénurie de vivres frais sur les marchés de la capitale congolaise.

Cette situation ne profite à personne. L'économie en prend un coût, le consommateur également.

<https://lesechos-congobrazza.com/societe/8438-brazzaville-les-commerçants-se-plaignent-des-nombreuses-taxes-qui-leur-sont-imposees-par-la-mairie>

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

· **Félix Tshisekedi a réuni les officiers de l'armée et de la police ce jeudi**

Le Chef de l'Etat a rencontré ce jeudi 17 février à Kinshasa les officiers des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la Police nationale congolaise (PNC). Toutes les unités représentées, le Président de la République a salué et encouragé les forces de l'ordre et de sécurité pour le travail abattu à travers le pays.

“Le Commandant suprême des FARDC et de la PNC a exhorté les militaires au front à plus de courage et d'abnégation. Il a réitéré son engagement à ne ménager aucun effort pour améliorer, tant soit peu, les conditions de travail des militaires afin de booster leur rendement pour le bien du peuple congolais. Il a rappelé aux uns et aux autres, le noble devoir de défendre la Patrie et, en retour”, rapporte le service de communication de la Présidence.

Félix Tshisekedi s'est aussi montré hostile vis-à-vis des officiers auteurs des détournements des fonds et du matériel mis à la disposition de l'armée et de la police. Pour eux, il a promis des sanctions.

“Nous serons davantage plus sévères vis-à-vis de tous ceux qui s'adonneront à ce genre de pratiques. Je serai sans ménagement à l'égard des officiers véreux et récalcitrants et les contrevenants ou récidivistes subiront la rigueur de la loi”, a promis le Chef de l'Etat.

La question de détournement des fonds mis à la disposition notamment de l'armée pour les opérations dans l'est du pays a déjà été évoquée plusieurs fois par Félix Tshisekedi. Il avait même parlé de l'existence d'un réseau de “mafia” au sein de l'armée.

A la suite de son passage au Nord-Kivu et en Ituri, une dizaine d'officiers ont été arrêtés l'année dernière. Certains ont été condamnés jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Cette réunion intervient dans un contexte marqué par l'arrestation depuis deux semaines du conseil spécial en matière de sécurité du Chef de l'Etat. François Beya est détenu au QG de l'Agence nationale pour le renseignement (ANR) où il est interrogé dans le cadre d'une enquête sur une “tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat” évoquée par la Présidence de la République.

<https://actualite.cd/2022/02/17/rdc-felix-tshisekedi-reuni-les-officiers-de-larmee-et-de-la-police-ce-jeudi>

· **Des négociateurs de la présidence "retenus" par un groupe armé en Ituri**

Deux anciens prisonniers de la Cour pénale internationale (CPI) et six accompagnateurs étaient "retenus" mercredi par des membres d'un groupe armé en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, au moment où ils négociaient leur reddition, a-t-on appris de sources concordantes.

Les ex-chefs de guerre Thomas Lubanga, Germain Katanga et Floribert Ndjabu sont missionnés par le président Félix Tshisekedi pour négocier un cessez-le-feu et la démobilisation des miliciens en Ituri, en proie à des violences considérées par les Nations unies comme des crimes contre l'humanité.

<https://actualite.cd/2022/02/17/rdc-des-negociateurs-de-la-presidence-retenus-par-un-groupe-arme-en-ituri>

· **Uvira : des hommes en tenue de l'armée burundaise continuent de traverser dans la plaine de Ruzizi**

L'Association de la Paix aux Enfants Vulnérables et aux Veuves (APEVOV) alerte sur un mouvement des présumés militaires burundais en provenance du groupement de Kigoma, vers le Burundi, qui a été observé la matinée de ce jeudi 17 février 2022 à Kanombe, intervalle entre Kyanyunda et Nyakabere 2, dans la cité de Sange, en territoire d'Uvira au Sud-Kivu.

Selon cette ONGDH, ces hommes en tenue militaire de l'armée burundaise avaient 3 blessés sur des brancards « artificiels et en bois ».

APEVOV indique que ces derniers ont arrêtés des jeunes dans différents villages du groupement de Kigoma, pour les aider à transporter ces blessés jusqu'à la route nationale N°5, où ils ont traversé la rivière Ruzizi sur la piste 3 à Mataba, en groupement de Luberizi.

«APEVOV, plaine de la Ruzizi, demande aux autorités compétentes de renforcer les mesures de sécurité,» dit-elle.

Cette structure signale qu'un autre groupe avait traversé en date du 15 février dernier la rivière Ruzizi, vers le moyen plateau du groupement de Kigoma, en traversant la Route nationale vers Rwanzobe. Ces derniers se seraient installés à Lugeje, Kabere, Mubere et Butuma.

Contactée à ce sujet, l'armée congolaise continue de nier la présence des militaires burundais dans cette partie de la province.

« Il n'y a jamais eu la présence des militaires burundais, ou des rebelles burundais dans cette partie. J'ai toujours demandé que ceux qui font de telles allégations me donnent des preuves. C'est de l'infox,» explique le Porte-parole des opérations Sukola 2 sud Sud-Kivu, Lieutenant Marc Elongo.

<https://laprunellerdc.info/uvira-des-hommes-en-tenue-de-larmee-burundaise-continuent-de-traverser-dans-la-plaine-de-ruzizi/>

· **La RDC élabore la stratégie de renforcement des capacités de la société pour mieux protéger ses forêts**

Bonne nouvelle pour la société civile environnementale congolaise. En effet, les experts, qui ont participé à un atelier du 10 au 11 février et du 14 au 15 février 2022 à Kinshasa, ont élaboré la stratégie de renforcement des capacités de l'influence et de la participation de la société civile et des confessions religieuses au processus de Contribution déterminée à l'échelle nationale (CDN) en RDC pour la protection des forêts de 2022 à 2024, a signalé un communiqué transmis à la presse.

Lors de la cérémonie de clôture, mardi 15 février 2022 à Kinshasa de cet atelier stratégique post-COP26 (26ème Conférence des Nations unies sur les changements climatiques) de la société civile et des confessions religieuses ainsi que des autorités traditionnelles pour la protection des forêts tropicales, le climat et les droits des peuples autochtones pygmées dans la Contribution déterminée à l'échelle nationale (CDN) en RDC, le coordinateur de l'ONG Cercle pour la défense de l'environnement (CEDEN), Barthélémy Boika Mahambi a relevé dans le document les problématiques liées à cette protection.

D'après M. Mahambi, les experts de la société civile environnementale et de l'administration, les délégués des confessions religieuses et les autorités coutumières qui ont participé à cet atelier ont abordé trois problématiques à savoir : l'absence de coordination et de concertation intersectorielles entre les organisations de la société civile et les confessions religieuses dans la

gouvernance des ressources naturelles du pays ; le manque de participation de la RDC au processus d'élaboration du futur règlement de l'Union européenne (UE) visant à enrayer la déforestation et la dégradation des forêts provoquées par la consommation et la production par les pays membres de cette Union de certaines matières premières et produits dont le bois et la faible visibilité des actions de la société civile environnementale, des confessions religieuses et des autorités coutumières.

En outre, M. Boika a remercié les partenaires techniques et financiers, notamment l'initiative Interreligieuse pour les forêts tropicales en RDC (IRI-RDC), le Groupe de travail REDD+ Rénové (GTCRR), le ministère de l'Environnement et Développement durable, le Fern et Foreign, Commonwealth & development office (FCDO) du gouvernement britannique et European Forest Institute (EFI) pour la réussite de cette activité ainsi que les participants pour leurs disponibilités.

Le document officiel a fait part qu'à l'issue de cet atelier, les participants ont formulé plusieurs recommandations au gouvernement congolais et à ses partenaires. Ils ont exhorté les partenaires financiers à disponibiliser les ressources pour la mise en œuvre de différents programmes dans le cadre de la CDN et du processus de relance des APV/FLEGT. Ils ont recommandé au gouvernement de s'approprier de la stratégie produite par les différentes parties prenantes au processus de la CDN dans le cadre de cet atelier.

Les participants ont également encouragé le gouvernement congolais à mettre en place le cadre de coordination et de concertation intersectorielles avec les différentes parties prenantes, un cadre unique de pilotage du développement durable (DD) et du changement climatique doté d'organes provinciaux fonctionnels dans lesquels la société civile et les confessions religieuses sont présentes dans la perspective du genre, de la participation des jeunes, des peuples autochtones et autres groupes spécifiques, lit-on encore dans le communiqué.

Ils ont demandé la mise sur pied et l'opérationnalisation du comité national des changements climatiques et ses démembrements au niveau provincial et local. Les participants ont également insisté sur la protection des droits fonciers et forestiers des communautés locales et des peuples autochtones pygmées par un système d'information foncière au niveau national et dans les provinces.

<https://www.vivafrik.com/2022/02/17/la-rdc-elabore-la-strategie-de-renforcement-des-capacites-de-la-societe-pour-mieux-proteger-ses-forets-a44436.html>

- REPUBLIQUE GABONAISE

• **Gabon-Congo : Arnaque aux frontières**

S'il est de notoriété publique que la route nationale reliant Libreville au septentrion est un axe gangréné par les abus des forces de sécurité, notamment en ce qui concerne les bakchichs, l'axe sud-est du pays est en train d'entrer «violemment» dans la danse. C'est ce que révèle le média en ligne Gabonclik.info qui indique que les Gabonais doivent déboursier 40 000 francs CFA pour se rendre au Congo tandis qu'un Congolais se rendant au Gabon doit payer 25 000 francs CFA.

Où en est la libre circulation actée en 2017 par les dirigeants de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) ? C'est la question que se posent désormais tous les ressortissants de cette communauté sous régionale qui peinent à rallier l'un ou l'autre pays dans le cadre de cette libre circulation. Les tracasseries observées dans l'axe nord en direction du Cameroun et de la Guinée Équatoriale et dans l'axe sud-est en direction du Congo laissent perplexes. Sur ces voies, il faut absolument mouiller la gorge des flics jusqu'à la lie.

Dans sa récente livraison, Gabonclik.info s'est appesanti sur ce dossier mettant en exergue la route entre le Gabon et le Congo au niveau d'Okondja et de Ndjounou. «Sur l'axe Makokou-Okondja, au village Ndjounou, se trouve un poste frontalier entre le Gabon et le Congo-Brazzaville voisin. Des deux côtés – Ndjounou Gabon et Ndjounou Congo – vivent des familles éparpillées par le tracé des frontières de l'époque coloniale mais qui se fréquentent habituellement. Du côté gabonais, pour sécuriser la zone, cette lourde responsabilité a été confiée à la Gendarmerie nationale dirigée par le général Yves Barassouaga», précise le journal.

Selon ce média «les gendarmes conjuguent le verbe racketter à tous les temps et tous les modes». «Ici, témoigne un habitué de ce trajet, la Gendarmerie de Ndjounou Gabon exige 20 000 francs CFA à chaque Gabonais entrant au Congo et 20 000 à chaque Congolais venant du Congo ; et au retour, si tu as quelques litres de vin de maïs, ces mêmes gendarmes se transforment en douaniers et te rançonnent 2 000 francs par bidon de 20 litres».

Pour le côté congolais, «contrairement au Gabon qui n'a que la Gendarmerie nationale à sa frontière, le Congo y possède quatre services bien organisés : Douanes, Gendarmerie nationale, Immigration et Police». «La sortie d'un ressortissant congolais pour le Gabon revient à 5000 francs CFA. L'entrée d'un Gabonais au Congo est fixée à 20 000 francs CFA, exemptés les corps habillés par solidarité. Ce qui n'est pas le cas pour le Gabon», explique le confrère qui souligne qu'«en somme, pour un Gabonais qui se rend au Congo, il doit aux frontières déboursier 40 000 francs, sans compter le ticket de transport. A contrario, pour un Congolais qui se rend au Gabon, il doit payer 25 000 francs CFA, alors que le même Gabonais à sa sortie d'avion à Brazzaville ou à pointe noire ne paye rien».

Tous ces micmacs se passent sans reçus

Il en est de même sur la route nationale menant vers le Cameroun ou la Guinée Equatoriale. Sur ce t'axe l'on peut dénombrer plus d'une trentaine de postes de contrôle du côté gabonais. Et à chaque poste, les étrangers doivent déposer 2000 francs pour l'«enregistrement» même si ils ont tous les documents officiels exigés et à jour pour le voyage.

Tous ces micmacs se passent en effet sans reçus ou justificatifs de paiement. Ce qui laisse penser qu'il s'agit de racket aux frontières entre les deux pays. Ces situations mettent à mal la libre circulation des biens et des personnes, souhaitée par les chefs d'État et de gouvernement de la sous-région.

D'ailleurs, la Cemac est présentée comme le mauvais élève de la classe car, malgré les beaux discours la réalité sur le terrain est compliquée et les blocages sont nombreux. Aux chefs d'Etat et de gouvernement de revoir leur stratégie de défense et de protection des frontières et de prendre leur bâton de pèlerin pour redorer le blason de leur pays respectif en faisant appliquer les actes et accords signés, sans contraintes, dans le cadre de la libre circulation sous régionale des des personnes et des biens.

<https://www.gabonreview.com/gabon-congo-arnaque-aux-frontieres/>

· **Plus de 1000 cas de violences physiques faites aux femmes enregistrés en 8 mois**

C'est l'un des points rendus publics mercredi 9 février dernier par la ministre des Affaires sociales et des Droits de la femme, Prisca Koho Nlend, lors de l'examen périodique du rapport du Gabon par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) depuis Genève, en Suisse. Depuis le lancement, le 30 avril 2021, du numéro vert gratuit 1404 pour signaler les cas

de violences multiformes basées sur le genre, c'est plus de 2000 appels qui ont été reçus en 8 mois par le centre d'appel, dont plus de 1000 cas de violences physiques.

En visio-conférence depuis Genève, le comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a examiné les mesures prises par le Gabon, en application des dispositions de la Convention sur l'élimination des discriminations contre les femmes. Présentant le 7ème rapport du Gabon, la ministre des affaires sociales et des Droits de la femme, Prisca Koho Nlend, a détaillé les contours d'un outil visant à lutter contre les violences à l'égard des femmes.

En effet, depuis avril 2021, le Centre d'appel 1404 est effectif pour permettre à la population de signaler et dénoncer des auteurs de violences basées sur le genre, faites aux femmes et aux filles et pour accompagner les victimes. Selon un tableau récapitulatif du ministère des Droits de la femme, à la date du 31 décembre 2021, soit 8 mois après sa création, le centre d'appel d'urgence et gratuit a enregistré et traité exactement de 2021 appels relatifs aux violences. 1 194 cas concernaient des violences physiques, 104 cas de violence sexuelle, 85 victimes ont été référées vers des Centres hospitaliers pour la prise en charge.

Le Gabon a adopté de nombreuses mesures, dont un arsenal juridique, pour lutter contre toutes formes de violences et protéger les droits des femmes. Il faut dire que ces chiffres présentés en amont, ne représentent qu'une infime partie des femmes victimes de violences physiques, sexuelles, verbales, psychologiques, voire économiques au Gabon, parfois réduites au silence, par traumatisme, par honte ou par amour.

<https://www.gabonmediatime.com/gabon-plus-de-1000-cas-de-violences-physiques-faites-aux-femmes-enregistrees-en-8-mois/>

- REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE

- REPUBLIQUE DU RWANDA

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE SAO TOME ET PRINCIPE

· **L'Assemblée nationale approuve la nouvelle loi organique de l'île du Prince-Édouard**

São Tomé (São Tomé e Príncipe), 16 févr. 2022 (STP-Presse) – Assemblée nationale de São Tomé e Príncipe, approuvée mardi, dans la ville de São Tomé, le projet du nouveau statut politico-administratif de la région autonome du Prince, – a révélé une source parlementaire.

Réagissant à la décision positive de l'Assemblée nationale, Felipe Nascimento, chef du gouvernement du Prince, a estimé qu'il s'agissait d'un gain pour son île, mais a souligné qu'une réflexion plus approfondie ne sera efficace que lorsqu'il y aura une révision de la loi constitutionnelle actuelle de Sao Tomé-et-Principe.

Il est rappelé que la première version de ce document, a été aspirée en raison de certaines hypothèses qui ont nui à la loi constitutionnelle du prince de Sao Tomé.

Il est souligné que l'île de Príncipe avec 142 km² et dont la capitale est la ville de St^o António et l'une des parcelles de l'archipel de São Tomense a plus de sept mille habitants qui vivent de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et d'autres services.

<https://www.stp-press.st/2022/02/16/assembleia-nacional-aprova-nova-lei-organica-da-ilha-do-principe/>

- REPUBLIQUE DU TCHAD

· **Le Tchad sollicite l'expérience de la RDC pour organiser son dialogue**

Une forte délégation tchadienne conduite par le secrétaire d'Etat chargé de la Réconciliation Nationale et du Dialogue, Aimé Djimadjibaye, reçue en audience, mercredi 16 février 2022, par le président du Sénat Modeste Bahati Lukwebo, est venue solliciter l'expérience de la RDC afin d'organiser son dialogue à Ndjamen, pour une paix durable dans ce pays de l'Afrique centrale.

Le Tchad qui connaît une période de transition politique depuis le décès au front du Président Tchadien Idriss Deby Itno, a porté son dévolu sur la RDC pour le fait que celle-ci a déjà réussi à organiser avec succès plusieurs dialogues, depuis la période de la conférence nationale souveraine.

« L'objet de cette visite c'est de recueillir auprès du président du Sénat, les informations utiles et nécessaires pour la conduite de notre dialogue, parce que nous sommes dans un processus de dialogue et de réconciliation au Tchad. Nous avons effectué ce déplacement juste pour explorer les bonnes pratiques de la RDC dans le domaine de la réconciliation et de dialogue. Nous sommes satisfaits de l'entretien que nous avons eu avec l'honorable président. Car, à travers son propos, ce sont les éléments dont nous avons besoin. Donc nous repartons satisfaits de notre rencontre », a lâché Aimé Djimadjibaye.

D'après ce dernier, le président du sénat Modeste Bahati Lukwebo est un acteur majeur de la vie politique de la RDC qui a participé à toutes les grandes rencontres politiques pour la paix au pays, notamment la Conférence Nationale Souveraine, le dialogue de Sun-City, les Concertations nationales.

Aimé Djimadjibaye a en outre rappelé que Modeste Bahati a été récemment désigné informateur par le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombop pour constituer la majorité parlementaire actuelle.

<https://www.msn.com/fr-xl/afrique-centre-et-est/republique-democratique-du-congo-actualite/le-tchad-sollicite-l-exp%C3%A9rience-de-la-rdc-pour-organiser-son-dialogue/ar-AAWYIf?ocid=msedgdhp>

· **Les États-Unis inquiets de l'usage disproportionné de la force**

Les États-Unis s'inquiètent de l'usage disproportionné de la force qui a empiété sur le droit des tchadiens de manifester pacifiquement mardi dernier à N'Djamena.

« L'état de droit et la liberté d'expression sont désormais plus importants que jamais pour assurer une transition réussie », indique l'ambassade des États-Unis dans un communiqué rendu public ce 17 février.

https://www.alwihdainfo.com/Tchad-les-Etats-Unis-inquiets-de-l-usage-disproportionne-de-la-force_a111406.html